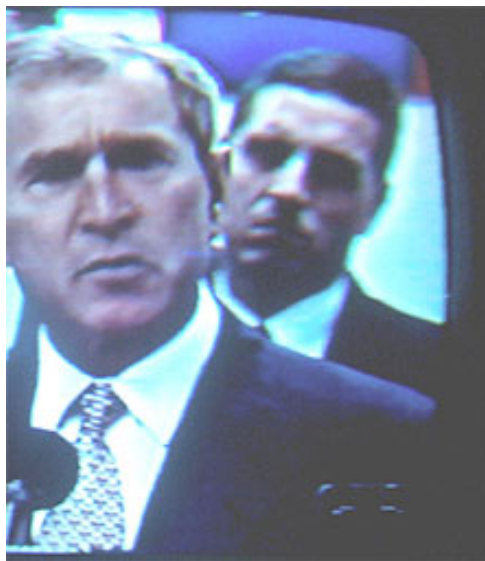


TROISIÈME DISCOURS SUR L'ÉTAT DE L'UNION

Une nation en guerre



Dans son discours annuel sur l'état de l'Union, George W. Bush s'est présenté comme le général en chef d'une nation en guerre. Le président a salué chaleureusement les 400 000 soldats qui luttent contre le terrorisme à travers le monde. Il a une nouvelle fois dénoncé « *les terroristes qui continuent à comploter contre l'Amérique et le monde civilisé* ». Sur le plan intérieur, il s'est dit prêt à amender la Constitution pour interdire le mariage gay et a affirmé que ce n'est pas à l'État de redistribuer les richesses car cette question relève de la charité.

page 2

Un député du Meretz prêt à témoigner à La Haye contre le mur de Sharon

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Symboliquement, le député du Meretz Yossi Sarid souligne que la « barrière de sécurité » édifée par Sharon n'a rien à voir avec le projet initial qu'il a soutenu, puisqu'elle s'éloigne de la frontière de 1967 pour annexer des territoires palestiniens. Il dit s'exprimer sous serment et accepter que sa tribune soit produite comme témoignage devant la Cour internationale de Justice de La Haye.

page 7

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

■ Israël frappe des positions du Hezbollah au sud-Liban, et accuse la Syrie de soutenir les terroristes

■ Le ministre de la Défense israélien effectue une visite de soutien dans deux colonies israéliennes

■ En Israël, les ministères de la Défense et des Finances cherchent un accord budgétaire

■ Le président Moubarak appelle Ariel Sharon à négocier avec la Syrie

■ James Baker tente de négocier une réduction de la dette irakienne auprès des pays du Golfe

■ L'Arabie saoudite souhaite maintenir ses liens avec les États-Unis et pratiquer une politique équitable pour les prix du pétrole

■ La Jordanie et l'Égypte cherchent des moyens d'élaborer une diplomatie arabe commune

page 17



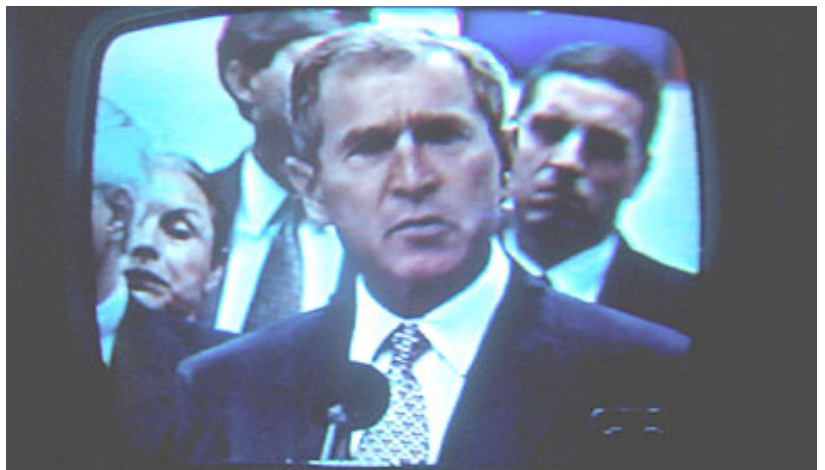
LES ÉTATS-UNIS FONT USAGE DE L'ARME ALIMENTAIRE EN CORÉE DU NORD

La Corée du Nord va-t-elle connaître une nouvelle famine, comme celle qui avait coûté la vie à plusieurs millions de personnes après 1995 ? Lundi 19 janvier, le Programme alimentaire mondial (PAM) a annoncé qu'il est obligé d'arrêter la distribution de nourriture à la population. En décembre, une part importante de l'aide a du être suspendue et en janvier 2,7 millions de personnes ne sont plus nourries. Les États-Unis et la Corée du Sud, principaux donateurs de cette agence de l'ONU, n'ont pas versé les sommes promises. Il y a huit ans, l'administration Clinton avait délibérément entretenu la famine dans le but de faire tomber le régime communiste de Pyongyang. Les États-Unis justifient leur action en observant que les militaires nord-coréens ne redistribuent pas équitablement l'aide alimentaire.

Troisième discours sur l'état de l'Union

Une nation en guerre

Dans son discours annuel sur l'état de l'Union, George W. Bush s'est présenté comme le général en chef d'une nation en guerre. Le président a salué chaleureusement les 400 000 soldats qui luttent contre le terrorisme à travers le monde. Il a une nouvelle fois dénoncé « les terroristes qui continuent à comploter contre l'Amérique et le monde civilisé ». Sur le plan intérieur, il s'est dit prêt à amender la Constitution pour interdire le mariage gay et a affirmé que ce n'est pas à l'État de redistribuer les richesses car cette question relève de la charité.



Le président George W. Bush a prononcé devant les deux Chambres réunies, le 20 janvier 2004, son discours annuel sur l'état de l'Union. Outre les parlementaires, de nombreuses personnalités civiles et militaires assistaient à cette séance, mais trois de ses concurrents démocrates à la prochaine élection présidentielle étaient absents pour cause de meetings.

C'était la troisième fois, depuis le début de son mandat, que George W. Bush se livrait à cet exercice de style.

Le 29 janvier 2002 [1], il avait dressé le bilan de la campagne d'Afghanistan et désigné un « Axe du Mal » (Corée du Nord, Iran, Irak) à combattre. Il avait présenté un programme de Sécurité de la patrie qui devait, ultérieurement, aboutir à la fusion de nombreuses agences en un département *ad hoc*. Enfin, il avait annoncé un effort pour les chômeurs, non pas en leur versant des allocations, mais en stimulant le marché de l'emploi en ajustant l'enseignement scolaire aux besoins des entreprises, en soutenant la fourniture d'énergie et le

commerce international, enfin en allégeant les impôts et charges, notamment en matière de santé et de retraite.

Le 28 janvier 2003 [2], il avait annoncé une baisse drastique des impôts pour relancer l'emploi et une réorganisation du système de santé : plutôt que d'augmenter les cotisations sociales, il entendait baisser le coût des prestations en privatisant le système et en faisant jouer la concurrence. Il avait également annoncé un programme énergétique tourné vers le remplacement du pétrole par l'hydrogène liquide, et une relance du volontariat par un soutien aux organisations charitables. Ce n'est qu'après ce volet social qu'il avait abordé la lutte contre le terrorisme et les États qui le soutiennent. Il avait à nouveau stigmatisé la Corée du Nord et l'Iran, mais s'était surtout longuement attardé à dresser un réquisitoire contre le régime de Saddam Hussein en Irak.

Le troisième discours sur l'état de l'Union a été prononcé sur fond de campagne électorale présidentielle, au lendemain de la première primaire démocrate dans l'Ohio. Bien que George W. Bush se soit appliqué à ne pas descendre dans l'arène électorale et à se présenter comme un président au-dessus des rivalités politiciennes, il se devait de réfuter certains des arguments utilisés contre lui par ses adversaires. Ceux-ci s'efforcent de le présenter comme un belliciste qui gaspille les deniers publics pour constituer un empire, un milliardaire qui crée un déficit abyssal et détruit la protection sociale [3].

Le général en chef d'une nation en guerre

En premier lieu, il s'est employé à décrire les États-Unis comme une nation en guerre et à se poser en Chef des armées. Sur le plan électoral, cette posture visait à disqualifier ses concurrents, puisqu'on ne saurait changer de général en chef en pleine bataille. Sur le fond, elle lui a permis de justifier son bilan (renversement des régimes en Afghanistan et en Irak) et de confirmer la poursuite de la « guerre au terrorisme ».

Dès le début de son intervention, il a salué les 400 000 soldats expatriés qui luttent contre le terrorisme partout dans le monde. Puis il a feint de s'interroger : *« Nous avons fait face à un sérieux défi ensemble, et nous sommes maintenant face à un choix : nous pouvons continuer avec confiance et résolution, ou nous pouvons revenir à la dangereuse illusion que les terroristes ne complotent plus et que les régimes hors la loi ne nous menacent plus. Nous pouvons nous concentrer sur la croissance économique, les réformes de l'éducation et du système de santé, ou nous pouvons revenir à nos anciennes politiques et vieilles divisions [...] [Mais], notre plus grande responsabilité est la défense active du peuple américain. Vingt-huit mois ont passé depuis le 11 septembre 2001, soit plus de deux ans sans attaque sur le sol américain. Et il serait tentant de croire que le danger est derrière nous. Cet espoir est compréhensible, confortable, rassurant... et faux. Les tueries ont continué à Bali, Jakarta, Casablanca, Riyad, Mombasa, Jérusalem, Istanbul et Bagdad. Les terroristes continuent à comploter contre l'Amérique et le monde civilisé. Et par notre volonté et notre courage, ce danger sera vaincu ».*



Cependant, ces accents martiaux masquent mal la faiblesse de l'argumentation. Elle repose sur la « théorie du complot » [4] chère aux régimes autoritaires. Il y aurait une entité politico-militaire qui ourdirait un plan obscur à travers des évènements aussi disparates que le plasticage d'une boîte de nuit pour touristes à Bali, d'hôtels haut de gamme à Casablanca, de logements de mercenaires à Riyah, d'autobus israéliens à Jérusalem, et de postes de police à Bagdad. Ces faits divers seraient les indices d'un danger si grave qu'il faille déployer 400 000 hommes dans le monde pour s'en prévenir [5].

« La grande république conduira le combat pour la liberté »

Le président s'est félicité des résultats obtenus en Irak en passant sous silence le démenti apporté par les faits à ses allégations de l'année précédente sur les armes de destruction massives détenues par le régime de Saddam Hussein. Il en a profité pour évoquer l'USA Patriot Act, le désarmement libyen, le multilatéralisme et le remodelage du Proche-Orient.

La loi d'exception anti-terroriste, qui suspend divers droits fondamentaux des justiciables, arrive à échéance l'année prochaine. Il a proposé de reconduire ces mesures provisoires tant que durerait la « menace terroriste ».

Il a développé l'idée que le désarmement libyen était la preuve de l'efficacité de sa politique d'agression préventive : « *Neuf mois de négociations intensives mêlant les États-Unis et la Grande-Bretagne ont réussi là où douze ans de diplomatie avec l'Irak ont échoué. Et la raison en est claire : pour que la diplomatie soit efficace, les paroles doivent être crédibles et, maintenant, personne ne peut plus douter de la parole de l'Amérique* ». Cette analyse est largement contredite par les faits, tels que les a rapportés par exemple Gary Hart : la Libye a tenté de nombreuses médiations depuis une décennie, mais ce n'est qu'aujourd'hui que l'administration Bush lui a répondu. Ce n'est donc pas l'attitude de Tripoli qui a changé, mais celle de Washington.

Le président s'est moqué de ceux qui l'accusent d'unilatéralisme en énumérant une longue liste de pays amis qui ont envoyé des troupes se battre en Irak aux côtés de la Coalition. Cette pique habile répond à la forme des critiques, mais pas au fond. La vraie question n'étant pas de savoir si la Coalition rassemble réellement un groupe d'États et s'ils sont plus importants ou non que la Micronésie, mais si elle agit dans le cadre du droit international élaboré par les Nations unies.

Enfin, George W. Bush a décrit le Proche-Orient comme « *un lieu de tyrannie, de désespoir et de colère* ». C'est pourquoi « *l'Amérique poursuit actuellement*

une stratégie avancée de liberté dans le grand Proche-Orient. Nous allons défier les ennemis de la réforme, nous attaquer aux alliés du terrorisme et attendre davantage de nos amis [...]. Nous allons achever la tâche historique de la démocratisation de l'Irak et de l'Afghanistan, afin que ces pays puissent éclairer la voie à suivre par d'autres ». Relevons au passage que, *stricto sensu*, le président a ainsi englobé Israël dans le « lieu de tyrannie », mais il est peu probable qu'il fallût comprendre ainsi ses propos. Quoi qu'il en soit, le remodelage du Proche-Orient se fera sur le modèle afghan, un pays où les États-Unis viennent d'imposer une Constitution via un simulacre d'Assemblée parlementaire élue par 3% de la population, pour légitimer un narco-gouvernement qu'ils ont eux-mêmes désignés [6]. Continuant sur cette lancée, George W. Bush a annoncé qu'il atteindrait cet objectif en doublant les crédits de la Fondation nationale pour la démocratie, un organisme de la CIA chargé de financer les partis politiques et syndicats amis pour convaincre les populations de faire « le bon choix ». « *La grande république* [c'est-à-dire les États-Unis, Ndlr] *conduira le combat pour la liberté* ».

Amender la Constitution pour interdire le mariage homosexuel

Passant aux questions intérieures, George W. Bush s'est longuement appesanti sur les affaires économiques. Il s'est félicité des réductions fiscales effectives (1 450 milliards de dollars en deux ans) et de la reprise de la croissance [7] qui « *confirment que le peuple américain utilise son argent bien mieux que le gouvernement ne le ferait. Et vous [le Congrès] avez eu raison de le lui rendre* ». Ce faisant, il a confirmé qu'à ses yeux il n'appartenait pas à l'État de redistribuer les richesses, cette question relevant de la seule charité [8].

Il a annoncé diverses initiatives pour relever le niveau scolaire et adapter la formation des élèves aux exigences des entreprises, pour régulariser les sans-papiers qui s'engagent à ne pas rester plus de trois ans sur le territoire, et pour permettre au libre-marché de réorganiser concurrentiellement le secteur de la santé et de l'assurance vieillesse. Au passage, il a garanti que la hausse du déficit public n'excéderait pas 4% cette année. Une précision bienvenue dans la mesure où ce déficit est passé pendant les trois années de son mandat de 127 à 314 milliards de dollars.



Enfin, George W. Bush a donné des gages à la droite religieuse en annonçant qu'il doublerait les subventions fédérales aux programmes d'enseignement de l'abstinence sexuelle dans les écoles et que, pour défendre « *la sainteté du mariage* », il était prêt à faire amender la Constitution de manière à interdire à des États comme la Californie ou Hawaï de marier les couples gays.

Le discours présidentiel a été interrompu soixante et onze fois par les applaudissements des parlementaires.

[1] Consulter le [Discours de George W. Bush sur l'état de l'Union du 29 janvier 2002](#) sur notre site.

[2] Consulter le [Discours de George W. Bush sur l'état de l'Union du 28 janvier 2003](#) sur notre site.

[3] Le patrimoine moyen des 16 membres du cabinet Bush est estimé à 10,9 millions de dollars. La fortune exacte du président n'est pas connue.

[4] L'expression « théorie du complot » désigne classiquement la construction du bouc émissaire par les régimes totalitaires. Elle est employée aujourd'hui préventivement par la propagande états-unienne pour stigmatiser les démocrates qui doutent de l'existence d'un « complot islamique mondial ».

[5] Consulter notre article « [400 000 GI's stationnent à l'étranger](#) », 16 janvier 2004.

[6] Consulter notre article « [Afghanistan 2004, le triste bilan de la Coalition](#) », 20 janvier 2004.

[7] En réalité, sous le mandat de George W. Bush, le nombre de chômeur a augmenté de 2,4 millions pour atteindre 9 millions. Les chiffres positifs de croissances sont uniquement imputables aux dépenses de guerre. Lire à ce sujet notre article : « [La guerre, seule alternative à la crise économique](#) », 8 janvier 2004.

[8] Voir à ce sujet notre notice « [Compassion](#) », 19 janvier 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Un député du Meretz prêt à témoigner à La Haye contre le mur de Sharon

Analyse

Dans le *New York Times*, David Frum et Richard Perle attaquent les Démocrates sur leur complaisance face à l'Arabie saoudite. Les deux auteurs, proches de Cheney et Rumsfeld, assurent que Riyad soutient le terrorisme et laissent entendre qu'il pourrait aussi financer des candidats à l'élection présidentielle états-unienne.

Frank J. Gaffney Jr, le coordinateur des faucons, s'en prend dans le *Washington Times* plus précisément au général Wesley Clark, étoile montante dans la campagne électorale. Il lui reproche de critiquer aujourd'hui l'engagement en Irak alors qu'il l'aurait soutenu initialement et de promettre qu'il pourrait empêcher de nouveaux attentats. C'est d'autant plus grave pour Gaffney qu'implicitement cette promesse est une manière de suggérer que George W. Bush aurait pu empêcher les attentats du 11 septembre et que l'actuel déploiement de forces à l'étranger est inutile.

L'opinion publique semble en effet douter de la gravité, voire de la réalité, du terrorisme. Aussi Daniel Pipes, de l'Institut des États-Unis pour la paix, s'inquiète dans le *Jerusalem Post* de l'engouement de ses concitoyens pour le Coran. Ceux-ci croient comprendre l'islamisme en lisant un ouvrage aux multiples interprétations. Il ne peuvent réaliser le danger musulman qu'en étudiant l'histoire de la révolution iranienne ou du terrorisme d'Al Qaïda.

Jack Pritchard de la Brookings Institution alerte les lecteurs du *New York Times* sur la menace grandissante de nucléarisation de la Corée du Nord communiste. Sa tribune est publiée au moment où l'administration Bush

semble vouloir utiliser l'arme alimentaire contre le régime de Pyongyang, alors même que celui-ci a proposé de geler ses installations nucléaires en l'échange de garanties alimentaires.

De son côté, la conseillère d'affaire Susan Segal assure dans le *Washington Times* que les investissements en Amérique latine sont fructueux et le seront encore plus avec la future Zone de libre-échange des Amériques. Seules ombres dans le business états-unien : le Venezuela, Cuba et Haïti.

À l'inverse, William Broder, s'exprimant dans *Global Agenda*, la revue du Forum de Davos, et le *Moscow Times* prend la défense de Vladimir Poutine contre l'opinion dominante des investisseurs états-uniens. Selon l'expert économique, le président russe a fait ce que n'importe quel dirigeant responsable aurait fait à sa place en arrêtant l'oligarchie Mikhaïl Khodorkovsky. Loin d'être une menace pour les milieux d'affaires, la reprise en main de l'économie russe par le gouvernement est une garantie de liberté face aux abus mafieux des années 90.

Dans un discours que reproduit *The Independent*, le président de la Commission européenne Romano Prodi plaide pour l'élargissement. Il se lamente de la baisse de popularité de l'Union dans les États qui en sont déjà membres et qui contraste avec l'espoir qu'elle soulève dans les pays candidats.

Symboliquement, le député du Meretz Yossi Sarid souligne dans *Ha'aretz* que la barrière de « sécurité édifiée » par Sharon n'a rien à voir avec le projet initial qu'il a soutenu, puisqu'elle s'éloigne de la frontière de 1967 pour annexer des territoires palestiniens. Il qualifie cette construction de « crime contre l'humanité » et écrit s'exprimer sous serment et accepter que sa tribune soit produite comme témoignage devant la Cour internationale de Justice de La Haye.

Enfin, le social-chrétien Bernard Stasi défend dans *Le Monde* son rapport sur la laïcité qui vient d'être critiqué à mots voilés par Jean-Paul II. Il y présente la laïcité comme un moyen de forger l'unité nationale. Ce faisant, il se rattache philosophiquement au courant nationaliste et colonialiste qui se constitua au XIXe siècle autour du socialiste Jules Ferry. Cette définition de la laïcité s'opposait alors à celle, libertaire, du radical Léon Gambetta, pour qui la laïcité était une institutionnalisation de la tolérance.

David Frum, Richard Perle



David Frum a été rédacteur des discours de George W. Bush, notamment celui sur l'« Axe du mal ». Rédacteur de *National Review* et membre de l'American Enterprise Institute, il a écrit l'hagiographie *The Right Man : The Surprise Presidency of George W. Bush* et co-écrit *An End to Evil : How to Win the War on Terror*.



Richard Perle (Le valet de pique du régime Bush) est co-auteur de *An End to Evil : How to Win the War on Terror*.

« Le grand test pour les concurrents »

Source : New York Times

Référence : « Big Test for the Contenders », par David Frum et Richard Perle, *New York Times*, 21 janvier 2004.

Les deux vainqueurs du caucus de l'Iowa n'ont peut-être pas adopté la rhétorique dure de **Howard Dean**, mais ils partagent son incapacité à avoir une vision ferme et réaliste de la guerre au terrorisme. Ainsi, **John Kerry** a promis de traiter l'ONU comme un partenaire entier dans la guerre au terrorisme malgré l'incapacité de cette organisation à définir le terrorisme, ne parlons même pas de le combattre, et bien que cette organisation cherche davantage à nous refreiner qu'à nous aider. De son côté, le sénateur **John Edwards** a multiplié les déclarations rassurantes concernant la sécurité intérieure, mais construire une nouvelle ligne Maginot ne sert à rien.

Il faut être prêt à affronter l'ennemi frontalement, ce que les Démocrates n'osent pas faire. Après le 11 septembre, le président **George W. Bush** a redéfini notre stratégie en affirmant que nous ne ferions plus de distinction entre les terroristes et les pays qui les abritent. Cela mettait fin à la pratique précédente qui assimilait le terrorisme à une affaire pénale. C'est ce qui a permis aux Talibans de se renforcer sans être jamais menacés alors qu'ils accueillaient des terroristes sous la présidence de **Bill Clinton**.

Il faut que Kerry et Edwards répondent aux questions qui demeurent sur la poursuite de la politique actuelle. Les Démocrates sont-ils prêts à faire face à des affrontements diplomatiques en s'attaquant aux États protégeant les terroristes ? Sont-ils prêts à réévaluer les relations avec l'Arabie saoudite qui soutient le terrorisme ? Sur ce point, **Wesley Clark** a affirmé qu'il était en faveur de la constitution d'un bataillon états-uno-saoudien et **Howard Dean** a préconisé de diminuer la consommation d'énergie pour limiter les fonds dont disposent Riyad. C'est insuffisant.

Si les Démocrates sont sérieux dans leur lutte contre le terrorisme, ils doivent expliquer ce qu'ils feront pour détruire le terrorisme et changer les politiques ou les régimes des États qui les soutiennent, y compris l'Arabie saoudite.

Frank J. Gaffney Jr.



Frank J. Gaffney Jr. (Le 7 de cœur du régime Bush) est président du Center for Security Policy, le think tank qui rassemble les principaux « faucons » états-uniens. Le Réseau Voltaire lui a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Mauvaise direction »

Source : Washington Times

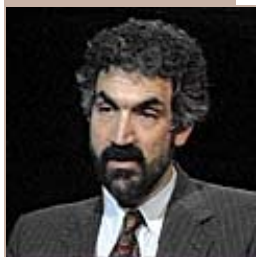
Référence : « Misleadership », par Franck J. Gaffney Jr., *Washington Times*, 20 janvier 2004.

Après avoir affirmé que s'il avait été membre du Congrès à ce moment-là, il aurait « probablement » voté en faveur du texte autorisant le recours à la force contre Saddam Hussein, **Wesley Clark** a nié avoir tenu ces propos et a insisté sur le fait qu'il avait toujours été opposé à cette guerre. Dans un certain sens, il est même devenu encore plus virulent que **Howard Dean** et il utilise sa carrière pour affirmer avec autorité que le renversement de Saddam Hussein n'était pas nécessaire et que cela nous a détourné de la vraie guerre au terrorisme : la traque d'Oussama Ben Laden et la lutte contre Al Qaïda.

Il a également mis en doute l'intégrité du président en prétendant que **George W. Bush** aurait délibérément trompé les États-Unis sur la menace irakienne, les armes de destruction massive et les liens du dictateur avec le terrorisme. Malheureusement pour Clark, la semaine dernière, les déclarations qu'ils avaient faites à la veille du vote du Congrès concernant l'Irak ont été révélées et elles confirment ce qu'affirmaient à l'époque le président. Le général déclarait le 26 septembre 2002 que l'Irak avait des capacités de production d'armes chimiques et biologiques et cherchait à développer un programme nucléaire qu'il tenterait d'utiliser contre Israël. Selon lui, le problème posé par l'Irak ne pouvait pas être repoussé indéfiniment et il affirmait soutenir le président dans sa détermination à convaincre l'ONU d'agir. Il soutenait le programme d'inspection en affirmant qu'il donnerait la légitimité nécessaire à l'action pour les États-Unis. Enfin, même sans preuve, il lui semblait « naturel » qu'Al Qaïda et l'Irak aient eu des liens.

Wesley Clark peut librement dire qu'il se trompait à l'époque ou qu'il a changé d'avis, mais pas qu'il a toujours eu la même position qu'aujourd'hui. En outre, il ne devrait pas affirmer que s'il était président des événements comme le 11 septembre ne se reproduiraient plus car personne n'est en mesure de faire de telles promesses.

Daniel Pipes



Membre de l'US Institute of Peace, Daniel Pipes (Le 3 de cœur du régime Bush) est directeur du Middle East Forum et auteur de *Militant Islam Reaches America*. Il est collaborateur de Benador Associates et a fondé Campus Watch, une organisation dont le but est de soutenir la vision néo-conservatrice du Proche-Orient dans les universités états-uniennes. Voir à ce sujet, l'investigation du Réseau Voltaire : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Il a participé au sommet de Jerusalem.

« Expliquer le terrorisme islamique »

Source : Jerusalem Post

Référence : « Explaining Islamic terror », par Daniel Pipes, *Jerusalem Post*, 21 janvier 2004.

Le commentateur de CBS, Andy Rooney, conseillait peu de temps après les attentats du 11 septembre 2001 de lire le Coran si on voulait comprendre ce qui se passait dans le monde. Cela semble avoir du sens de prime abord car les terroristes s'y réfèrent fréquemment. Ainsi, Mohammed Atta en avait un dans sa valise, Ben Laden le cite régulièrement et le kamikaze qui a tenté d'assassiner **Pervez Musharraf** le mois dernier le lisait juste avant de se faire exploser. Suite au 11 septembre, beaucoup ont suivi ce conseil et les ventes de Coran ont quintuplé aux États-Unis. Les groupes islamistes liés aux terroristes s'en sont réjouis. Lire le Coran n'est pas la bonne façon de comprendre le monde. En effet, le Coran est un livre profond dont chaque phrase est sujet à interprétation, commentaire et contre commentaire. Une bonne analogie peut-être faite avec le second amendement de la constitution américaine traitant du port d'arme qui ne fait que 27 mots mais a généré des dizaines d'ouvrages de commentaire. Le Coran est composé de commandements contradictoires qui n'ont été conciliés entre eux que par des siècles d'études savantes. C'est un texte qui n'a jamais changé, mais qui a servi à justifier des attitudes très différentes des musulmans en quatorze siècles. Le Coran n'est pas un livre d'histoire et le lire ne sert à rien hors de son contexte. C'est l'étude du wahhabisme, de la révolution de Khomeini et d'Al Qaïda qui est éclairant. C'est l'histoire des musulmans qu'il faut apprendre, pas la théologie islamique.

Jack Pritchard

Jack Pritchard est chercheur extérieur à la Brookings Institution. Il a été l'envoyé spécial de l'administration Bush pour les négociations avec la Corée du Nord et représentant états-unien à la Korean Peninsula Energy Development Organization, postes dont il a démissionné pour exprimer son désaccord avec la politique menée.

« Ce que j'ai vu en Corée du Nord »

Source : New York Times

Référence : « What I Saw in North Korea », par Jack Pritchard, *New York Times*, 21 janvier 2004.

Le 8 janvier, j'ai pu visiter le site nucléaire nord-coréen de Yongbyon avec une délégation américaine non officielle. Il manque dans ce centre 8 000 barres de combustible nucléaire. Selon Pyongyang, elles ont été retraitées en éléments pour des armes nucléaires au plutonium, mais les services de renseignement américains estiment qu'elles ont simplement été stockées ailleurs. Cela a donné aux responsables politiques l'illusion que le temps était de leur côté alors que la Corée du Nord ne cesse de développer son armement nucléaire.

Ce n'est pas la première fois que les services de renseignement américains se trompent totalement concernant la Corée du Nord dont ils ont déjà annoncé la chute imminente du régime. La politique états-unienne vis-à-vis de Pyongyang n'est pas plus pertinente. Elle part du postulat qu'il ne faut pas négocier, mais isoler le pays et attendre que le régime s'écroule de lui-même.

Discuter avec les Nord-coréens ne veut pourtant pas dire qu'on abandonne le cadre multilatéral de négociation, ni qu'on cède. L'administration Bush doit reprendre les discussions avant que la Corée du Nord n'ait une vraie force de dissuasion. L'administration Bush doit trouver une solution diplomatique et cela passe par la nomination d'un coordinateur politique pour la Corée du Nord, un homme de la trempe de l'ancien secrétaire à la Défense William Perry. Washington ne doit pas non plus laisser se dissoudre la fragile coalition multilatérale qui s'est penchée sur ce problème sous peine de voir la région devenir de plus en plus dangereuse.

Susan Segal

Susan Segal est PDG de Council of the Americas, une société fournissant des conseils d'investissement en Amérique latine.

« Après le sommet de Monterrey »

Source : Washington Times

Référence : « After the Monterrey summit », par Susan Segal, *Washington Times*, 21 janvier 2004.

De nombreux observateurs de l'Amérique latine et des Caraïbes considèrent que les problèmes de l'hémisphère viennent du désintérêt des États-Unis pour la région depuis le 11 septembre et la guerre en Irak et que cela a entraîné une spirale de récession. Cette analyse est le fruit d'une étude superficielle de la situation qui ne tient pas compte de la signature de l'accord commercial avec le Chili, des négociations sur un autre accord de libre-échange avec l'Amérique centrale, la République dominicaine et bientôt la Colombie et le Pérou et de la réforme de l'immigration annoncée. Il faut aussi tenir compte du fait que les perspectives de croissance sont bonnes.

Le pessimisme est donc excessif et les dirigeants de l'hémisphère doivent plutôt favoriser la bonne gouvernance et le développement économique et tenir les engagements qu'ils ont pris dans ce sens au lieu de rejeter la faute sur les États-Unis. Cela passe par la création de la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA). Toutefois, en dépit de l'engagement des États-Unis en sa faveur, les autres pays renâclent à l'adopter. La ZLEA est pourtant le plus grandiose projet de l'histoire de l'hémisphère, mais il n'est pas certain d'être créé avant la date butoir en 2005.

Si les discussions sur cette question sont fructueuses avec le Mexique et le Canada, les autres pays du sommet de Monterrey ont émis des objections contre les aides agricoles états-uniennes. Toutefois, Washington a été clair : les États-Unis discuteront de ces aides dans le cadre des négociations de l'OMC et en parler lors des discussions du ZLEA ne sert à rien.

Par ailleurs, les pays d'Amérique latine feraient mieux de soutenir plus activement la démocratie au Venezuela, à Cuba ou en Haïti au lieu de se plaindre de « l'unilatéralisme » états-unien.

Richard N. Haass



Richard N. Haass était directeur du planning du département d'État et coordinateur spécial pour l'Afghanistan jusqu'en juin dernier. Il est aujourd'hui président du Council on Foreign Relations.

« Comment en finir avec le fossé démocratique dans le monde musulman ? »

Source : Taipei Times

Référence : « How to end the Muslim world's democracy gap ? », par Richard N. Haass, *Taipei Times*, 19 janvier 2004.

En dépit de signes encourageants, il est impossible d'ignorer le « déficit démocratique » dans le monde musulman, surtout dans les pays arabes d'autant que l'écart avec le reste du monde s'accroît puisque la démocratie et la liberté se développent partout, sauf dans le monde musulman. En outre, dans ces pays, on trouve une population très jeune et un fort taux de chômage des jeunes. Cela pourrait entraîner une situation sociale explosive que seul un système politique démocratique et flexible peut éviter.

Le second *Rapport sur le développement humain arabe* met en lumière le fait que le système éducatif arabe est fortement responsable du manque de démocratie. Ces problèmes d'éducation ont des retombées également sur l'économie et, dans de telles conditions, on ne peut voir ni la liberté, ni la prospérité, se développer. Cette situation n'est pas la faute des États-Unis, mais Washington s'en est inquiété trop tard en privilégiant d'autres objectifs géostratégique dans la région.

Poursuivre cette politique n'est pas dans l'intérêt de Washington et c'est pourquoi l'administration Bush s'est engagée dans le soutien à la démocratie partout dans le monde, sans exception pour le monde musulman. La stabilité fondée sur la seule autorité est illusoire, les États-Unis l'ont compris. C'est ce que **George W. Bush** a rappelé dans son discours de novembre. Cette politique ne doit pas faire empirer la situation cependant il faut la mener avec humilité et sagesse.

Cela demandera du temps et passera également par une réforme économique et un développement du droit des femmes.

William Browder



Ancien expert de la Banque mondiale sur la Russie, William Browder est PDG et fondateur d'Hermitage Capital Management, un fond d'investissement travaillant dans les marchés financiers russes.

« Prendre la défense de Poutine »

Source : Moscow Times

Référence : « Making the Case for Putin », par William Browder, *Moscow Times*, 21 janvier 2004. Cette tribune a d'abord été publiée dans Global Agenda, le magazine du forum économique mondial de Davos.

La lutte actuelle entre **Vladimir Poutine** et Mikhail Khodorkovsky va influencer le développement de la Russie pour la prochaine décennie. Il suffit de voir les actions passées des deux hommes pour comprendre que ce que fait actuellement Poutine est ce que ferait tout responsable politique dans l'intérêt de son pays.

Mikhail Khodorkovsky avait peut-être une meilleure image ces dernières années, mais il était l'incarnation des abus des années 90. Lors des privatisations en Russie, il avait acquis 78 % des parts de Youkos pour 310 millions de dollars et la promesse d'en investir 200 supplémentaires alors que huit mois plus tard, ces actions étaient estimées à 12,6 milliards de dollars et qu'elles en valent 23 milliards aujourd'hui. Les privatisations ne furent pas les seules occasions durant lesquelles Mikhail Khodorkovsky utilisa des méthodes peu scrupuleuses pour s'enrichir au détriment des petits actionnaires. Par la suite, Khodorkovsky se lança dans un lobbying actif pour faire accepter sa richesse par le gouvernement et la population et faire oublier son passé.

Poutine, pour sa part, est arrivé au pouvoir en 2000 et beaucoup ont cru qu'il allait laisser la population dans la misère tout en la soumettant à un système autoritaire. En réalité, il a relancé l'économie du pays en adoptant des réformes libérales qui ont permis une croissance de 29 % sur les quatre dernières années et, surtout, le paiement des salaires et le remboursement de la dette. Pour entreprendre cette politique, il a dû faire face à l'opposition des communistes et à celle des oligarques qui voulaient continuer à contrôler le pays. Khodorkovsky fut à ce titre particulièrement actif et parvint à faire bloquer des taxes sur les produits pétroliers grâce à ses relais à la Douma.

Poutine devait-il rester les bras croisés alors que Khodorkovsky s'apprêtait à renforcer son contrôle sur la Douma lors des élections parlementaires tout en n'étant pas lui-même élu ? Il ne devait pas développer son influence grâce à sa fortune. Poutine a eu raison et il est soutenu par la population et les milieux d'affaires. Il reste cependant beaucoup à faire à Poutine contre les oligarques.

Romano Prodi



Romano Prodi est président de la Commission européenne et ancien président du Conseil italien.

« Le monde veut une Europe unie »

Source : The Independent

Référence : « The world wants a united Europe », par Romano Prodi, *The Independent*, 20 janvier 2004. Cette tribune est adaptée d'un discours prononcé à la London School of Economics and Political Science.

L'élargissement est sur le point de faire passer l'Union européenne à un nouveau niveau. En mai, dix États rejoindront l'Union et huit d'entre eux ont fait approuver leur décision par des référendums gagnés avec des majorités impressionnantes.

Paradoxalement, alors que l'Union européenne est de moins en moins populaire dans les pays qui en sont membre, le désir d'y adhérer est de plus en plus fort chez les nations qui n'en font pas partie. En fait, l'Europe est plus souvent considérée comme une réalité et un projet politique nécessaire et ambitieux depuis l'extérieur. Lors des sommets avec la Chine et l'Inde, j'ai pu ressentir le grand intérêt et les hautes aspirations que l'Union européenne a stimulés dans les puissances émergentes.

Les nouvelles situations mondiales exigent des réponses qui ne peuvent pas être trouvées dans un cadre exclusivement national. Les États-nations doivent continuer à exister, mais doivent coopérer davantage dans le cadre européen.

Yossi Sarid



Député israélien, Yossi Sarid est ancien président du Meretz.

« Ma déclaration sous serment à La Haye »

Source : Ha'aretz

Référence : « My affidavit to The Hague », par Yossi Sarid, *Ha'aretz*, 21 janvier 2004.

Je me suis demandé ce que je répondrai si la Cour internationale de La Haye me demandait mon opinion sur la barrière de séparation. D'un côté je pense que tout doit être fait contre cette barrière et que le gouvernement d'Ariel Sharon est une tragédie pour Israël, de l'autre, je suis infecté par ce germe du patriotisme qui me dissuade de collaborer avec des groupes étrangers contre le gouvernement israélien.

Sur le principe, rien ne vient me choquer dans le fait de construire une barrière pour protéger les Israéliens du terrorisme, mais ce n'est pas moi qui la construit, c'est Sharon. Je le connais suffisamment pour savoir qu'il va l'utiliser de façon malhonnête. En m'opposant à la barrière, j'ai été confronté à des personnes de bonne foi me rappelant que ce type de barrière sauvait des vies. Ils ont raison. Que dire aux victimes du terrorisme ? Que je suis suspicieux et que

je soupçonne Sharon de faire commencer une séparation qui va devenir une annexion ? C'est pour cela que j'ai voté l'année dernière un texte du Meretz se prononçant en faveur de la barrière si elle suit le tracé de la frontière de 1967. Depuis, Sharon est allé encore plus loin que dans mes cauchemars et il a édifier un mur visant à délimiter un Bantoustan. Comment expliquer désormais aux Palestiniens qui voient construire cet horrible mur que ce n'est pas ce que nous voulions ? Le mur de Sharon est un crime contre l'humanité et si la Cour internationale tient compte de mon avis, je suis prêt à signer ce texte comme ma déposition.

Bernard Stasi



Ancien camarade de promotion à l'ENA de Jacques Chirac, ministre français de l'outre-mer dans le gouvernement de Pierre Messmer (1973-1974) et vice-président du parti Force Démocrate, Bernard Stasi est médiateur de la République. Il a présidé la Commission de réflexion sur l'application du principe de laïcité dans la République dont le rapport a inspiré le projet de loi sur le port des signes religieux à l'école.

« Le pape mal informé sur la laïcité »

Source : Le Monde

Référence : « Le pape mal informé sur la laïcité », par Bernard Stasi, *Le Monde*, 21 janvier 2004.

J'ai trop de respect pour le Pape et je suis trop conscient de la distance qui sépare le chrétien de base que je suis du chef de l'Église catholique pour me permettre de critiquer, si peu que ce soit, ses commentaires sur la laïcité française. Je me crois cependant autorisé à dire que je regrette que le souverain pontife soit mal informé sur la laïcité française.

Une loi interdisant qu'à l'école les élèves portent des signes religieux trop voyants ne peut être considéré comme une atteinte à la liberté religieuse. L'école enseigne les valeurs sur lesquelles l'unité nationale est fondée, au-delà des différences ethniques, spirituelles et politiques. Il est normal que les symboles de ces divisions soient mis en sourdine afin que se forge l'unité de la nation. Cela n'empêchera pas les futurs citoyens de recevoir, en marge de la scolarité obligatoire, une formation et une éducation qui doivent leur permettre de faire leur choix dans le domaine spirituel et philosophique.

La laïcité française ne porte pas atteinte à la liberté religieuse comme le redoute le Saint-Père, mais crée les conditions d'un pluralisme vécu dans la sérénité et ne mettant pas en danger l'unité nationale. L'Église catholique ne devrait pas donner d'arguments aux intégristes de tout bord, ennemi de la laïcité et de l'Église, mais aider l'islam à prendre sa place dans cette France laïque en lui servant de référence. En agissant ainsi, les catholiques rendront une fois de plus service à notre pays.

Le monde vu du Proche-Orient. Tous les jours, le Réseau Voltaire relève les informations publiées dans la presse du Proche-Orient et les résume sous forme de dépêches sourcées. Cette rubrique dresse un panorama de la perception des événements par les différents protagonistes.

REGARDS DU PROCHE-ORIENT

Ha'aretz, L'Orient Le Jour



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.



Israël frappe des positions du Hezbollah au sud-Liban, et accuse la Syrie de soutenir les terroristes

Référence : « Israël mène une riposte « mesurée » et accuse Damas de « double jeu » », *L'Orient Le Jour*, 21 janvier 2004. « Air force retaliates for Hezbollah rocket attack », par Uri Ash et Amos Harel, *Ha'aretz*, 21 janvier 2004.

L'aviation israélienne a effectué deux bombardements sur le Liban-Sud, sans officiellement faire de victime. Selon les responsables israéliens, il s'agit d'une riposte « mesurée », qui fait suite à l'attaque du Hezbollah contre un bulldozer israélien, sur la frontière libano-israélienne. Ces mêmes responsables ont reconnu que l'engin avait bien pénétré en territoire libanais, comme l'affirmaient depuis le début le Liban, le Hezbollah et l'ONU. D'après le Hezbollah, les bombardements israéliens ont visé deux régions sous son contrôle.

Selon le ministre de la Défense, Shaul Mofaz, les Forces intérimaires de l'ONU au Liban (FIUNL) étaient au courant que le Hezbollah avait planté des bombes le long de la frontière israélienne, mais n'ont rien fait pour les désarmer. C'est dans ce but que le bulldozer israélien a réalisé cette incursion. David Baker, membre du cabinet du Premier ministre Ariel Sharon, a déclaré que « l'activité aérienne au sud du Liban était une action purement défensive et un message indiquant au Hezbollah qu'ils ne peuvent pas frapper impunément Israël ».

Cette réaction a été accompagnée d'une menace en direction de la Syrie, accusée de faire double jeu en appelant à la reprise des négociations tout en soutenant le Hezbollah. L'armée israélienne a notamment accusé, par la voix de sa porte-parole, le major Sharon Feingold, « le Hezbollah, encouragé et soutenu par la Syrie, alors que le Liban détourne les yeux, d'enflammer la frontière nord d'Israël en dépit du redéploiement de l'armée israélienne sur la frontière internationale ». Elle rend également la Syrie « directement responsable de toute activité terroriste provenant du Liban ».

D'après l'armée israélienne, la décision d'attaquer aurait été prise après une réunion de quatre heures de l'état-major. Bien qu'Israël tienne la Syrie pour responsable des actions du Hezbollah, il a été décidé de ne pas s'en prendre directement à elle pour éviter toute escalade, ont déclaré, sous couvert de l'anonymat, des officiels israéliens à *Ha'aretz*. L'ambassadeur syrien aux États-Unis, Imad Moustapha, a déclaré que le Hezbollah défend le Liban contre toute occupation israélienne et n'a jamais attaqué d'Israéliens en Israël.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Le ministre de la Défense israélien effectue une visite de soutien dans deux colonies israéliennes

Référence : « Shalom boosts settlers », par Tovah Lazaroff, *Jerusalem Post*, 21 janvier 2004.

Le ministre des Affaires étrangères, Silvan Shalom, a effectué une visite dans les colonies d'Ofra et d'Ariel, mardi 20 janvier 2004, le jour même où les forces de sécurité israélienne démantelaient une synagogue illégale à l'ouest de la colonie de Tapuah. Bien que cette visite ait été prévue avant cette décision de l'armée israélienne, qui aurait pris par surprise l'équipe de Silvan Shalom, elle a été interprétée par les colons comme une démonstration de soutien à leur cause, et un rappel au Premier ministre Ariel Sharon qu'un nombre croissant de membres du Likoud ne soutiennent pas sa politique concernant les territoires occupés.

Dans un discours prononcé à Ofra, le ministre de la Défense israélien a ainsi déclaré : « *Cet endroit n'est pas ici avec l'acceptation totale du pays, et j'ai entendu sur le chemin que les ministres du Likoud ne s'y rendaient pas. Je suis là, et j'ai été là.* » Il a ensuite promis de faire pression pour que se tienne une rencontre entre les colons et le Premier ministre, d'après Adi Mintz, le directeur-général du Conseil des communautés juives de Judée, Samarie et de la bande de Gaza. Ce dernier a en effet participé à une rencontre à huis-clos entre le ministre et plusieurs représentants d'organisation de colons.

Dans son discours officiel, Silvan Shalom a évoqué la « *clôture anti-terroriste* », qui devrait intégrer, dans son tracé, la colonie d'Ariel. Il a expliqué qu'il ne s'agissait pas d'une frontière politique, mais d'une mesure de sécurité temporaire qui pourrait être levée en cas de succès des négociations avec l'Autorité palestinienne, comme ce fût le cas des clôtures avec l'Égypte et la Jordanie.

Il a également rappelé l'importance de la Feuille de route, un document qui appelle au démantèlement des avant-postes et à la fin de la croissance démographique dans les territoires occupés. Cependant, il n'a évoqué que la nécessité d'un accord avec les Palestiniens et leur refus de s'attaquer au terrorisme, évitant des questions plus épineuses telles que les concessions israéliennes.

Ha'aretz



Quotidien de référence de la gauche intellectuelle israélienne. Propriété de la famille Schocken. Diffusé à 75 000 exemplaires.

En Israël, les ministères de la Défense et des Finances cherchent un accord budgétaire

Référence : « Defense budget may go up NIS 1-2 billion », par Moti Bassok, *Ha'aretz*, 21 janvier 2004.

Une réunion prévue pour ce mercredi 21 janvier 2004 entre le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, son ministre de la Défense, Shaul Mofaz, et le ministre des Finances, Benyamin Netanyahu, sur une augmentation de 2 à 3 milliards de shekels israéliens (de 360 millions à 540 millions d'euros) du budget de la Défense, a été reportée à une date non précisée.

Ariel Sharon et Benyamin Netanyahu se sont rencontrés, mardi 20, au cours d'un entretien qui n'était pas programmé. Les discussions ont porté sur le budget de la Défense, et les deux hommes ont décidé que des fonctionnaires du cabinet du Premier ministre, de la Défense et des Finances tenteraient cette semaine de trouver un accord sur les exigences budgétaires du ministère de la Défense et de l'armée israélienne.

Le Trésor a affirmé, mardi 20, que la réunion Netanyahu-Sharon indiquait que les militaires obtiendraient au moins une partie du supplément de budget qu'ils réclament. D'après des sources au Trésor et au ministère de la Défense, citées anonymement par *Ha'aretz*, le compromis pourrait s'établir autour de 1 à 2 milliards de rallonge budgétaire, soit entre 180 et 360 millions d'euros.

Jerusalem Post



Le *Jerusalem Post* est le quotidien de la droite israélienne. Il sert de passerelle entre les jusqu'au-boutistes israéliens et les néo-conservateurs états-uniens. Le journal appartient au groupe

Le président Moubarak appelle Ariel Sharon à négocier avec la Syrie

Référence : « Mubarak urges Sharon to restart talks with Syria », par Tovah Lazaroff, *Jerusalem Post*, 20 janvier 2004.

Le ministre de l'Information égyptien, Safwat el-Sherif, a déclaré, mardi 20 janvier 2004, que le président égyptien Hosni Moubarak incitait le Premier ministre israélien, Ariel Sharon, à reprendre le dialogues avec la Syrie, dans un contexte diplomatique confus, et alors même qu'Israël accuse Damas de susciter des tensions le long de la frontière libanaise.

Le président égyptien a en effet envoyé une lettre au chef du gouvernement de Tel-Aviv, lui faisant part de la volonté du président Bashar al-Assad de négocier. « *La lettre à Sharon évoquait la question de la Syrie et l'importance de débiter des négociations de paix entre Israël et la Syrie, car cela servira les intérêts des deux pays* », selon Safwat el-Sherif

Hollinger International, au Conseil d'administration duquel on trouve Henry Kissinger et Richard Perle.

Le porte-parole du Premier ministre a déclaré ne pas être au courant de l'existence de cette lettre.

Le ministre de la Défense israélien, Silvan Shalom, a déclaré, mardi 20, que toute proposition de négociation en provenance de la Syrie devait être étudiée sérieusement. Il a néanmoins indiqué que les attaques du Hezbollah contre Israël ne sauraient être tolérées, et que, à ce titre là, « *la Syrie ne peut pas parler de paix d'un côté et de l'autre utiliser le Hezbollah pour accroître les tensions dans la zone [de la frontière libanaise]* ». Il a appelé la Syrie à se retirer du Liban, expliquant que Damas occupe le pays depuis 1966 et que « *le temps est venu de libérer le Liban* ».

Arab News, Gulf News



Arab News est un quotidien saoudien qui propose, en plus de quelques articles originaux, une traduction en anglais des articles d'*Asharq Al-Awsat*. Celui-ci appartient au Saudi Research Marketing Group du Dr. Abdulmuhsun Alakkas, membre du Conseil consultatif saoudien.



Gulf News est le principal quotidien consacré à l'ensemble du Golfe arabo-persique, diffusé à plus de 90 000 exemplaires. Rédigé en langue

James Baker tente de négocier une réduction de la dette irakienne auprès des pays du Golfe

Référence : « Qatar Agrees to Waive Iraq Debt », *Arab News*, 21 janvier 2004. « UAE ready to launch talks on Iraq's debts », *Gulf News*, 21 janvier 2004.

La réduction de la dette irakienne fait l'objet d'importantes négociations entre les États-Unis et les pays créanciers du Proche-Orient.

Le Qatar a ainsi annoncé, mardi 20 janvier 2004, qu'il allait renoncer à la plus grande partie des 4 milliards de dollars que lui doit l'Irak, et passer le reste par profits et pertes. Selon un responsable du ministère des Affaires étrangères du Qatar, « *l'État du Qatar va faire grâce de la plupart des dettes que lui doit l'Irak et envisage de remettre le remboursement de la somme restante à une date ultérieure et plus appropriée* ». Il a fait ces déclarations au terme d'une rencontre avec le prince héritier du Qatar, Tamin Bin Hamad Al-Thani, et l'émissaire états-unien dans la région, James Baker.

James Baker s'est également rendu dans les Émirats arabes unis, à Abu Dhabi, afin de s'assurer de promesses de réduction de dettes. Il y a rencontré le prince héritier, le cheikh Khalifa Bin Zayed Al Nahyan, qui a assuré que son pays souhaitait également aider l'Irak. Les informations divergent ensuite sur la question de la dette : selon *Arab News*, le prince héritier n'aurait pas mentionné explicitement ce sujet, tandis que d'après *Gulf News*, qui reprend des informations de l'agence de presse états-unienne Reuters, il aurait au contraire donné des garanties à James Baker quant à la volonté des Émirats à ouvrir des négociations sur la dette irakienne, « *dès qu'un gouvernement sera élu [en Irak], à condition que le nouveau régime accepte de négocier* »

Les dettes de l'Irak sont estimées à 45 milliards de dollars au profit des pays du Golfe, des sommes en général prêtées à Bagdad pendant la guerre avec l'Iran, de 1980-1988. L'Irak assure que l'argent leur a été accordé à titre de subvention.

anglaise, il est principalement lu par la très importante communauté étrangère vivant dans la région.

Arab News



Arab News est un quotidien saoudien qui propose, en plus de quelques articles originaux, une traduction en anglais des articles d'*Asharq Al-Awsat*. Celui-ci appartient au Saudi Research Marketing Group du Dr. Abdulmuhsun Alakkas, membre du Conseil consultatif saoudien.

L'Arabie saoudite souhaite maintenir ses liens avec les États-Unis et pratiquer une politique équitable pour les prix du pétrole

Référence : « Smear Campaign Will Not Weaken Saudi-US Ties, Says Abdullah », *Arab News*, 21 janvier 2004.

Le prince héritier d'Arabie saoudite, le prince Abdallah Bin Abdulaziz Al Saoud, a déclaré, mardi 20 janvier 2004, que la campagne médiatique anti-saoudienne qui a lieu aux États-Unis et ailleurs n'affaiblirait pas les liens forts et durables qui existent entre le royaume et les États-Unis.

S'exprimant devant l'Association des amis de l'Arabie saoudite, qui comprenait notamment l'ancien président états-unien Bill Clinton et l'ancien président mexicain, Ernesto Zedillo, le prince Abdallah a réaffirmé sa pleine confiance en « *le grand peuple américain* », qui apprécie les amitiés sincères.

Évoquant le marché international du pétrole, le prince a indiqué que le royaume favorisait des prix « *modérés* », qui ne causent aucun tort à l'économie mondiale. Il a également relevé les efforts du pays pour assurer un approvisionnement adéquat en pétrole et en gaz. Il a ajouté que l'Arabie saoudite poursuivrait ses programmes de développement sans renoncer à ses nobles valeurs et traditions.

L'ancien président états-unien, Bill Clinton, lui a répondu qu'il avait amené avec lui un groupe d'États-unien afin de renforcer l'amitié et l'entente entre les deux nations. Son homologue mexicain, Ernesto Zedillo, a souligné les liens entre son pays et l'Arabie saoudite et fait l'éloge du rôle de Riyad dans la stabilisation du marché international du pétrole.

La Jordanie et l'Égypte cherchent des moyens d'élaborer une diplomatie arabe commune

Référence : « King, Mubarak discuss ways to unify Arab stands », *Jordan Times*, 21 janvier 2004.

Le roi Abdullah de Jordanie a rencontré, mardi 20 janvier 2004, le président égyptien, Hosni Moubarak, au Caire, avec lequel il a évoqué les situations irakiennes et palestiniennes, et les moyens d'unifier les positions et de lancer des actions communes arabes.

Concernant la Palestine, le roi Abdullah et le président Moubarak ont appelé à la cristallisation d'une position arabe et internationale qui soutiendrait les initiatives visant à dépasser l'impasse dans laquelle se trouve actuellement le processus de paix au Proche-Orient. Une position rendue nécessaire par les actions israéliennes répétées contre les populations palestiniennes, notamment la construction du mur de séparation en Cisjordanie et la stratégie d'assassinat des dirigeants de la résistance.

Les discussions ont également porté sur les récentes propositions du secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, présentées aux pays membres comme autant de moyens pour réformer l'organisation. Les deux chefs d'État ont exprimé leur soutien à ces propositions, qu'ils souhaitent voir débattues au prochain sommet arabe qui doit se tenir à Tunis, en mars. Selon eux, elles devraient permettre d'améliorer la qualité des actions arabes concertées.

A la suite de cette rencontre, le ministre des Affaires étrangères jordanien, Marwan Muasher, doit rencontrer prochainement au Caire son homologue égyptien, Ahmed Maher.

Le roi Abdullah a ensuite quitté le Caire pour le Maroc, où il effectuait une visite privée.